



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juillet 2002

Volume 1, Numéro 5

LIGNE DE FOND _____ 1

UE/ACP: Unite Et Solidarite, Tels Sont Les Maitres Mots Du Mandat De Negociations Commerciales Des PAYS ACP Avec L'Union Europeenne _____ 1

ADPIC : Le Groupe Africain Propose Des Solutions Aux Problemes Lies A L' Usage Effectif Des Licences Obligatoires _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Groupe De Travail Sur Le Commerce, La Dette Et Les Finances: Les Membres Demandent Une Reforme Du Systeme Financier International _____ 5

Agriculture: La Propostion Americaine Suscite Une Vive Controverse A L'OMC Et Presage De Discussions Difficiles Sur L'Acces Aux Marches _____ 6

Accord Sur Les Textiles Et Les Vetements: Les Pays En Developpement Denoncent La Lentue Dans La MISE En Oeuvre _____ 8

SUR LE FIL _____ 9

Accords De Peche Senegal/UE : Le Protocole Renouvele Pour Quatre Ans _____ 9

Sommet Du G8: Un Plan D'Action Pour L'Afrique _____ 10

OMPI : Les Membres Du Comite Intergouvernemental Divises A La Reunion Sur La Propriete Intellectuelle, Les Ressources Genetiques Et Les Savoirs Traditionnels _____ 12

Reglement Des Differends : Les Pays Africains Producteurs De Coton Envisagent De Saisir L'Organe De Reglement Des Differends De L'OMC _____ 13

EVENEMENTS _____ 14

PUBLICATIONS _____ 14

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

UE/ACP: Unité Et Solidarité, Tels Sont Les Maîtres Mots Du Mandat De Négociations Commerciales Des Pays ACP Avec L'Union Européenne

La proposition de mandat ACP pour la négociation des accords de partenariat économique avec l'Union Européenne a été soumise, le 27 juin 2002, à l'approbation du Conseil des ministres ACP. Elle élabore les objectifs, stratégies et moyens d'action que les Etats ACP doivent adopter durant les négociations ainsi que les principes qui devront les régir. Voici les lignes de force de ce projet de mandat ACP qui constitue le pendant aux directives de négociation de l'UE.

Objectifs, stratégies et moyens d'action des ACP au service des négociations commerciales

Objectifs : Réaliser un développement durable, éliminer la pauvreté dans les Etats ACP et promouvoir leur intégration progressive et harmonieuse dans l'économie mondiale - le groupe ACP établira, dans les négociations, une véritable corrélation entre le commerce, le développement, l'investissement et l'éradication de la pauvreté.

Stratégies : Tout engagement ACP dans les négociations commerciales avec l'UE sera subordonné à la prise en compte de facteurs extérieurs à ces négociations mais susceptibles d'influer sur leur cours, tels que les négociations à l'OMC qui devraient être terminées d'ici au 1er janvier 2005, l'élargissement de l'Union qui devrait intervenir en 2004, la réforme de la politique agricole commune de l'UE, le réexamen du

système de préférences généralisées en 2004, les processus d'intégration régionale dans plusieurs régions/sous régions ACP dont certaines devraient déboucher sur la mise en place d'unions douanières, les négociations commerciales entre les pays ACP et des tierces parties (les Caraïbes, par exemple, négocient actuellement un accord de libre-échange des Amériques).

Moyens d'action : Les Etats ACP doivent acquérir ou développer une capacité à négocier et mener des études approfondies non seulement au plan régional mais aussi au plan national, afin de déterminer l'impact de la libéralisation du commerce sur les économies des différents Etats ACP (y compris sur les différents secteurs de leur économie), les adaptations qu'ils devront entreprendre, les coûts de ces adaptations et les mesures à prendre afin qu'ils puissent tirer bénéfice des APE.

Principes de négociation

L'unité et la solidarité du groupe ACP : Elles guideront la négociation des APE car elles constituent son pouvoir de négociation avec l'UE comme à l'OMC, où les ACP continueront à promouvoir et préserver leurs intérêts dans le cadre du programme de travail post-Doha.

Préservation de l'acquis de Lomé : Les Etats ACP sont attachés à la préservation de l'acquis de Lomé. L'accord de Cotonou lui-même stipule que les Accords de partenariat économique doivent concourir à améliorer l'accès au marché. Les Etats ACP considèrent donc qu'ils ne peuvent avoir moins que ce dont ils bénéficiaient jusque là et souhaitent notamment obtenir la simplification et l'amélioration des règles d'origine.

Compatibilité des APE avec les règles de l'OMC: les ACP demandent que ce principe soit réaffirmé et que les règles de l'OMC soient améliorées, notamment celles relatives aux accords commerciaux régionaux, pour prendre mieux en compte la dimension développement. Ils appellent à une concertation avec l'Union pour soutenir la position ACP sur cette question. Flexibilité: étant donné que 40 sur les 76 ACP susceptibles de

négocier sont des PMA (pays les moins avancés), l'Union devrait faire preuve de flexibilité durant les négociations.

Priorités de l'intégration régionale: les ACP considèrent que les processus d'intégration régionale doivent avoir la priorité sur les APE dans le cadre des engagements qui seraient pris envers l'Union en matière de libéralisation commerciale, l'objectif étant de consolider le processus en cours dans les différentes régions et non de les entraver. **Traitement spécial et différencié:** ce traitement spécial en faveur des Etats ACP doit être fondé sur l'équité et la prise en compte des différents niveaux de développement. Il devra s'accompagner d'un traitement particulier pour les PMA et les petits pays enclavés ou insulaires vulnérables.

Additionnalité des ressources au titre de l'ajustement: Eu égard aux problèmes d'adaptation qu'entraînera la mise en oeuvre des APE pour les pays ACP (pertes de revenus, chômage, nécessité de moderniser les structures de production et de créer les capacités institutionnelles requises), les Etats ACP considèrent que des ressources financières additionnelles devront leur être fournies pour les aider à faire face aux coûts d'ajustement. **Echéancier**

Les ACP souhaitent négocier en deux temps

Septembre 2002- septembre 2003 : Première phase de négociation avec tout le groupe ACP pour identifier les questions d'intérêt commun, les principes, les objectifs, la portée et le contenu des APE ainsi que le financement des coûts d'adaptation des économies ACP.

2003-2007 : Seconde phase de négociation régionale avec les Etats ACP en mesure d'engager ces négociations. Elle porterait notamment sur les négociations tarifaires et autres engagements sectoriels spécifiques au plan national ou régional ainsi que sur les questions spécifiques des pays ou régions ACP.

Le lancement des négociations aura lieu le 27 septembre 2002 lors d'une session ministérielle conjointe ACP/UE (consacrée à la cérémonie

d'ouverture et l'organisation des travaux), précédée d'un Conseil extraordinaire des ministres ACP (25-26 septembre), lui-même précédé d'un Comité ministériel commercial conjoint ACP/UE dont la date est à préciser. Les ACP jugent nécessaire de faire le point des négociations au fur et à mesure qu'elles avancent et d'adapter les orientations en conséquence. Deux exercices de révision seraient donc prévus: le premier en septembre 2003 à l'issue de la première phase de négociation, le second en septembre 2006.

Structures de négociation

Le mandat recommande que les structures de négociation existantes, rouées à cet exercice, soient maintenues et renforcées. Ainsi, le Conseil des ministres ACP sera l'organe politique des négociations, assisté par le Comité ministériel commercial (formation restreinte du Conseil composée de 18 ministres). Au niveau technique, les négociations seront conduites par le Comité des ambassadeurs ACP, avec l'appui des ambassadeurs à Genève. Le Secrétariat ACP assurera la coordination inter-institutionnelle pendant toute la durée des négociations (avec tout le groupe ACP pendant la première phase et entre les organes de négociation au niveau des régions pendant la deuxième phase).

ADPIC : Le Groupe Africain Propose Des Solutions Aux Problèmes Liés à L' Usage Effectif Des Licences Obligatoires

A la réunion qu'il a tenue du 25 au 27 juin 2002, le Conseil des ADPIC a poursuivi ses débats sur la question du paragraphe 6 de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'accès aux médicaments. Il a également adopté une décision permettant aux PMA d'étendre jusqu'à 2016 la période durant laquelle ils ne sont pas tenus d'octroyer des brevets sur les produits pharmaceutiques.

S'agissant du paragraphe 6, les discussions se sont basées sur une série de propositions soumises notamment par l'Union européenne (UE) (IP/C/W/352) demandant une exception à l'Article

31f et une interprétation extensive de l'article 30 des ADPIC; les Etats-Unis (IP/C/W/358) plaidant pour un moratoire ou un "waiver" sur l'Article 31(f); et le Brésil au nom de plusieurs pays en développement (IP/C/W/355) proposant une interprétation collective de l'Article 30 (voir [PASSERELLES, synthèse sur le commerce et le développement durable Vol 1 No 2](#), avril 2002).

La problématique des licences obligatoires prévues dans l'Accord sur les ADPIC peut être ainsi libellée: les Membres ayant des capacités de fabrication insuffisantes ont des difficultés à user effectivement du droit de délivrer des licences obligatoires pour la production de médicaments génériques. C'est notamment le cas de l'écrasante majorité des pays africains qui ne disposent que d'une industrie pharmaceutique balbutiante ou tout simplement inexistante. C'est pourquoi la plupart de ces pays ne peuvent qu'importer de tels médicaments. Pourtant l'Article 31 (f) des ADPIC sur les licences obligatoire précise qu'une telle licence « sera autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du membre qui a autorisé cette utilisation ». Reconnaisant cette réalité, le paragraphe 6 de la déclaration de Doha donne pour instruction au conseil des ADPIC de trouver une solution rapide à ce problème et de faire rapport au Conseil Général avant la fin de 2002.

Par une note datée du 24 juin 2002 au Comité des ADPIC, Le Groupe africain a proposé une série de solutions tendant à rendre effectif l'usage des licences obligatoires pour ces pays aux infrastructures pharmaceutiques insuffisantes. Cette proposition (IP/C/W/351) est la suite formalisée d'une réaction du Groupe africain articulée autour de la suppression pure et simple de la référence à l'approvisionnement du marché intérieur dans l'article 31f et de l'adoption de mesures incitatives en faveur du transfert de technologies, lors de la session extraordinaire du Conseil des ADPIC tenue le 8 mars 2002. C'est cette réaction qui a été revue, étoffée et présentée par écrit au Comité des ADPIC le 24 juin 2002.

Concernant l'article 31, le Groupe africain propose trois options possibles, soit un amendement à la disposition, la suppression pure et simple du paragraphe (f) ou une addition à ce paragraphe précisant qu'il ne s'applique pas aux mesures adoptées pour la protection de la santé publique. La soumission vise également à étendre la notion de « marché intérieur » pour épouser les contours régionaux comme les zones de libre-échange, les unions douanières ou d'autres arrangements provisoires. Elle propose, en outre, que le terme « principalement » à l'Article 31 (f) soit interprété comme signifiant que jusqu'à 49,9% de la production peut être exportée. Concernant d'éventuels différends, le texte propose, un moratoire général sur les plaintes contre tout Membre qui prend des mesures pour faire face à la crise internationale dans le domaine de la santé dans les pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas. Les périodes de transitions devraient être également étendues pour ces pays. Finalement, dans le but d'éviter que des médicaments importés soit ensuite réexportés, le groupe propose d'étiqueter les médicaments concernés comme étant limités pour le marché domestique.

Au cours de la réunion, les deux « groupes » de pays en développement - groupe africain et groupe mené par le Brésil – ont précisé que leurs soumissions respectives ne s'opposaient pas mais, au contraire se complétaient. Plusieurs observateurs ont pourtant souligné que la proposition du groupe africain s'efforçait d'offrir une solution plus globale à la problématique de l'accès aux médicaments. L'approche de ces deux groupes doit également être remise dans son contexte. Le groupe mené par le Brésil comprend plusieurs pays ayant une importante industrie de médicaments génériques (Inde, Brésil) alors que le groupe africain essaye avant tout d'assurer un accès aux médicaments traitant des maladies telles que le SIDA à des prix abordables.

Le Secrétariat préparera une note contenant les éléments possibles d'une décision sur le paragraphe 6 qui sera discutée lors de la session

informelle du Conseil des ADPIC le 25 juillet prochain.

DECISION SUR LE PARAGRAPHE 7 ADOPTÉE

Outre le paragraphe 6, la réunion de 25 au 27 juin a adopté une décision permettant aux PMA d'étendre jusqu'à 2016 la période de transition durant laquelle ils ne sont pas tenus d'octroyer des brevets sur les produits pharmaceutiques. Celle-ci formalise la décision adoptée au paragraphe 7 de la Déclaration ministérielle de Doha sur l'accès aux médicaments. Ils ont en outre accordé une exemption (waiver) aux PMA leur permettant de déroger à leur obligation au titre de l'Article 70.9 d'accorder des droits exclusifs de commercialisation pour tous nouveaux médicaments pendant la période durant laquelle ils n'accordent pas la protection conférée par un brevet.

En effet, si l'Accord sur les ADPIC accorde aux pays en développement des délais supplémentaires pour l'octroi de la protection conférée par les brevets aux produits pharmaceutiques, ceux-ci doivent malgré tout autoriser les inventeurs à déposer des demandes de brevets durant la période en question. Si les autorités d'un pays approuvent la vente d'un nouveau médicament, le déposant de demande de brevet doit se voir accorder des droits exclusifs de commercialisation pendant cinq ans même s'il n'existe pas de brevet. La controverse qui avait suivi l'adoption du paragraphe 7 de la Déclaration ministérielle sur l'accès aux médicaments portait sur le point de savoir si le délai de 2016 concernait également cet article 70.9. Bien que les PMA aient toujours défendu la thèse selon laquelle le paragraphe 7 concerne aussi l'article 70.9, ils ont finalement accepté la solution du "waiver" qui sera réexaminée à la prochaine ministérielle puis annuellement.

NOUVELLES DE L'OMC

Groupe De Travail Sur Le Commerce, La Dette Et Les Finances: Les Membres Demandent Une Reforme Du Système Financier International

La seconde réunion du Groupe de travail sur le commerce, la dette et la finance à l'OMC, réuni les 11 et 12 juillet, a passé la majeure partie du temps à entendre les rapports d'un certain nombre d'agences régionales et internationales sur les liens entre le commerce et la finance. En plus de cela, l'organe a adopté son programme de travail pour 2002, ce qu'il n'avait pas été en mesure de faire lors de sa première réunion, en avril dernier, en raison des désaccords sur la focalisation de la section de la dette dans le plan.

La CNUCED plaide pour une réforme plus poussée de l'architecture financière actuelle

Si les discussions se sont concentrées sur un certain nombre de présentations, on a noté celle de la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement, CNUCED (WT/WGTDF/W/5, accessible à <http://docsonline.wto.org>), intitulée " Les effets de l'instabilité financière et de la variabilité des produits de base sur le commerce, la finance et le développement ". Ce document a adopté une perspective historique sur la question du commerce, de la dette et de la finance, en établissant des parallèles entre les questions dont la CNUCED estimait qu'elles devaient être posées par le Groupe de travail et celles posées par les architectes du système financier international dans la période suivant la seconde guerre mondiale.

Dans le contexte des similitudes établies entre les questions posées en 1944 et celles posées actuellement, le rapport de la CNUCED a commencé par un réexamen de l'approche adoptée par les architectes de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI, Organisation internationale du travail (OIT)). Le rapport a débattu de l'incapacité

à créer un système économique global totalement cohérent, en notant en particulier l'incapacité à créer une institution pour stabiliser les prix des produits de base et à mettre en œuvre un certain nombre d'éléments clés de la charte proposée par l'OIT. Le rapport a conclu par un certain nombre de commentaires et de recommandations, notamment, entre autres, le fait que les systèmes internationaux actuels du commerce et de la finance ne fournissent pas de ressources financières suffisantes à long terme pour permettre aux pays en développement de réaliser la croissance soutenue rapide nécessaire pour atteindre les objectifs de développement du millénaire, et que les engagements supplémentaires souscrits lors de la Conférence de Monterrey " étaient bien inférieurs " aux montants nécessaires pour combler les disparités de ressources.

Le rapport de la CNUCED a en outre appelé à une re-conception de l'architecture du système financier international, avec l'objectif fondamental de faciliter l'intégration des pays en développement dans le système commercial international. En outre, le rapport a perçu la nécessité d'intégrer et de détailler les mesures spécifiques dans le cadre de l'OMC qui pourraient être mises en œuvre quand le financement des déséquilibres extérieurs est insuffisant ou n'est pas disponible. Sur cette dernière recommandation, le document a noté que les insuffisances des mesures actuelles concernant la balance des paiements à l'OMC n'étaient pas " conçues pour les problèmes endémiques au système international actuel [...] ". Notamment, le dernier point du rapport considérait le second domaine de concentration du Groupe de travail, celui du commerce et de la dette, comme étant " d'importance égale ou de plus grande importance " que son autre domaine de concentration, le commerce et la finance. Le rapport poursuit en soulignant que nombre des déséquilibres de comptes extérieurs que connaissaient les pays en développement, en raison essentiellement des questions d'endettement et de service de la dette. Parmi les autres communications présentées lors de la session, il y avait : (a) une revue par le Secrétariat de l'OMC de la littérature relative aux crises financières des années 90

(WT/WGTDF/W/4) ; (b) une liste des dispositions de l'OMC relatives aux dispositions et restrictions en matière de change, à la balance des paiements et aux difficultés financières extérieures, à l'assistance financière pour le développement et à la cohérence (WT/WGTDF/W/3) ; (c) une communication de l'Asian Development Bank (WT/WGTDF/W/6) intitulée " Initiatives to Ensure Continuity of Trade Flows " portant sur les préoccupations et initiatives de financement du commerce parmi les clients de la banque de développement ; et (d) une communication de l'OCDE (WT/WGTDF/W/7) intitulée " Financial Crises : Implications for Trade and Trade Policy " mettant en évidence certains des enseignements clés de la crise financière de 1997. (Tous les documents ci-dessus sont accessibles en français à : <http://docsonline.wto.org>).

Des appréciations divergentes sur le contenu du rapport

Faisant des commentaires sur les différentes présentations, le Kenya s'est dit préoccupé à propos de la conditionnalité de politique " onéreuse " des institutions internationales. En ce qui concerne les incohérences entre les systèmes commercial et financier internationaux, détaillées dans le rapport de la CNUCED, la Chine a noté que l'OMC n'était pas un système commercial rationnel ; l'Inde s'est rangée sur cet avis, en déclarant que la réforme intérieure n'avait pas aidé le développement et qu'un système international axé sur le développement était nécessaire. Le Pakistan a noté que la cohérence ne devait pas renforcer les problèmes créés par les règles de l'OMC et la Malaisie est intervenue en disant que le système financier actuel n'était pas en train d'orienter les flux à des fins de développement. Le Brésil a déclaré qu'il reviendrait sur les incohérences entre le système commercial international et le système financier international. Par contre, l'UE a soutenu que l'économie globale avait en fait bien résisté aux chocs récents, par rapport à des périodes antérieures de l'histoire, et que les pays pauvres avaient bénéficié des accroissements significatifs des entrées d'investissement, et les Etats-Unis ont parlé de la nécessité de mettre en œuvre des

réformes intérieures pro-concurrence complémentaires, en même temps que la libéralisation des échanges.

Les prochaines réunions du Groupe de travail sont fixées au 30 septembre et au 17 décembre prochains.

Agriculture: La Proposition Américaine Suscite Une Vive Controverse A L'OMC Et Présage De Discussions Difficiles Sur L'Accès Aux Marchés

Le 25 juillet dernier, les Etats-Unis ont publié à l'OMC leur proposition faite dans le cadre des négociations agricoles en cours à l'OMC. Cette proposition est arrivée un jour avant le démarrage d'une réunion qui réunissait à Nara, au Japon, les ministres de l'agriculture des cinq plus grandes puissances agricoles du groupe de " Quint " composé des Etats-Unis, du Japon, l'UE, le Canada et l'Australie.

La proposition a également été aux consultations d'intersession sur l'accès aux marchés des 29-30 juillet, au Comité de l'agriculture, juste avant l'interruption d'été à l'OMC. Si certains membres ont appuyé la proposition (notamment les 18 membres du Groupe de Cairns), d'autres, au premier rang desquels le Japon et l'UE, ont contesté sa crédibilité, au vue de la récente Farm Bill américaine relative à une hausse des subventions.

Les détracteurs ont souligné le fait que la nouvelle proposition agricole américaine faisait reposer le gros de la responsabilité des réformes sur les autres membres (spécialement l'UE et le Japon) et pas sur les Etats-Unis mêmes. Ces deux pays ont indiqué qu'elle est " trop audacieuse ", " va trop loin " et ne semble pas être la base d'un compromis possible.

Objectifs américains pour l'agriculture

La proposition américaine pour les réformes agricoles touche aux trois piliers de l'Accord de

l'OMC sur l'agriculture : la concurrence à l'exportation, l'accès aux marchés, et le soutien interne. Concernant la concurrence à l'exportation, la proposition appelle, entre autres, à l'élimination des subventions à l'exportation sur une période de cinq ans (en augmentations annuelles égales), la suppression des entreprises commerciales étatiques, l'interdiction des taxes sur les exportations agricoles, et l'établissement de règles pour régir l'activité en matière de crédits à l'exportation.

Concernant l'accès aux marchés, la proposition suggère, entre autres mesures, des réductions tarifaires générales sur les produits agricoles, pour arriver à un taux tarifaire maximal de 25% sur une période d'introduction progressive de 5 ans (réduisant ainsi davantage les droits de douane élevés que les droits de douane faibles), suivies de mesures visant à éliminer, par la suite, tous les droits tarifaires agricoles. Elle cherche également à rehausser de 20% les contingents tarifaires (par l'application d'un taux tarifaire spécifique pour un certain volume d'importations, et un second (plus élevé) sur les importations supérieures à ce volume. En outre, les Etats-Unis proposent l'élimination de la mesure de sauvegarde spéciale sur les produits agricoles (qui permet aux membres de mettre en œuvre des restrictions d'urgence à l'importation des produits agricoles).

Concernant le soutien interne, les Etats-Unis cherchent à intégrer les subventions de la " catégorie bleue ", Blue Box, (soutien lié à la production " ayant moins d'effets de distorsion ") dans la " catégorie ambre ", Amber Box, (soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges). Les membres se sont engagés à des réductions sur ces dernières, mais non sur les premières. Cette " catégorie " combinée serait alors soumise à une limite de soutien de 5% de la valeur totale de la production agricole. La proposition suggère également de maintenir les critères de base du soutien n'ayant pas d'effets de distorsion sur les échanges (" catégorie verte ", Green Box).

Division du groupe de " Quint " sur la proposition américaine

Lors de leur réunion, des 26 et 27 juillet au Japon, les ministres de l'agriculture des Etats-Unis, de l'UE, du Canada, du Japon et de l'Australie ont dégagé un consensus mou sur la manière de poursuivre les négociations à l'OMC.

La Secrétaire américaine à l'agriculture, Ann Veneman, a profité de l'occasion pour observer qu'en avançant cette nouvelle proposition, les Etats-Unis disent très clairement qu'ils souhaitent maintenir une position de leadership dans les négociations agricoles et qu'ils sont disposés à apporter des changements à leurs programmes agricoles si d'autres pays sont disposés à en faire de même. Les ministres canadien et australien ont favorablement accueilli le " réengagement [américain] dans les négociations ", malgré le fait que leurs deux pays avaient des points de vue divergents sur la manière de mener les réformes. " On a considéré que les Etats-Unis ont perdu leur position de leadership en ce qui concerne ces questions en raison de leur propre Farm Bill et du sentiment que les Etats-Unis demandaient à d'autres parties du monde de faire ce qu'ils n'étaient pas prêts à faire eux-mêmes ", a déclaré Warren Truss, ministre de l'agriculture australien. " Cette [proposition ...] entraîne certes des difficultés pour les Etats-Unis, bien que, peut-être, comme on peut s'y attendre, elle a effectivement un plus grand impact sur des pays tels que les pays de l'UE et le Japon, d'abord parce qu'ils ont de plus grands programmes de subventions. "

Franz Fischler, Commissaire européen à l'agriculture, a indiqué qu'à son sens, le rapport n'était " pas une très bonne base pour trouver un compromis dans les négociations. " Le ministre de l'agriculture japonais, Tsutomu Takebe est allé plus loin, reprochant au plan d'être déséquilibré et de se concentrer de manière excessive sur la réduction des droits de douane, tout en ne faisant pas assez pour prendre en compte les préoccupations relatives à la préservation de l'environnement ou des pratiques agricoles traditionnelles..

La proposition américaine au devant de la scène lors des négociations sur l'accès aux marchés Les consultations d'intersession informelles à l'OMC, sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles, les 29-30 juillet, avaient 6 points devant faire l'objet de discussion : les droits de douane, les contingents tarifaires, l'administration des contingents tarifaires, les mesures de sauvegarde spéciale, les entreprises commerciales étatiques, et d'autres questions d'accès aux marchés. Toutefois, en raison des contraintes de temps, les deux derniers points n'ont pas été débattus et seront abordés au début de la session spéciale (de négociation) sur l'accès aux marchés, du 2 septembre.

Sur les droits de douane, les membres ont été en désaccord sur les formules à utiliser pour les engagements de réduction. Le système actuel de fixation des droits de douane a permis aux pays ayant l'intention de protéger les agriculteurs nationaux contre les importations bon marché de maintenir des taux plus élevés dans des domaines sensibles à travers les crêtes tarifaires (des droits de douane plus élevés pour les produits sensibles) et la progressivité des droits de douane (hausse des droits de douane avec une valeur ajoutée accrue). La proposition américaine, appuyée par le Groupe de Cairns, va à l'encontre de cette méthodologie en préconisant des coupes tarifaires générales. Sur la base de la proposition américaine, le tarif global moyen sur les produits agricoles baisserait de 62% à 15% (la moyenne américaine actuelle est de 12%). D'autres membres, spécialement l'UE, le Japon, la Suisse, la Norvège et la Corée, ont appelé au maintien de la formule utilisée durant les négociations du Cycle d'Uruguay, qui permet le recours à des mesures telles que les crêtes tarifaires et la progressivité des droits de douane.

Concernant les contingents tarifaires, les Etats-Unis et le Groupe de Cairns (moins le Canada) ont appuyé un accroissement de 20% de tous les contingents tarifaires. Certains membres du groupe de Cairns souhaitaient un accroissement encore plus grand de ces contingents. Ni le Japon, ni l'UE n'ont appuyé la proposition. Les membres sont généralement d'accord pour une administration

accrue des contingents tarifaires, mais les points de vue divergent sur la manière de mettre ceci en œuvre.

Le calendrier convenu pour les négociations à venir est le suivants : 2 - 4 septembre : sessions spéciales sur l'accès aux marchés ; 5 - 6 septembre : consultation d'intersession sur le soutien interne ; et 13 - 15 et 27 septembre : sessions spéciales sur le soutien interne.

Une réunion de mi-novembre donnera aux membres l'occasion de se pencher sur les questions dites inter-piliers. Lors de ces sessions, les membres sont tenus de traduire leurs propositions soumises durant les phases une (2000-2001) et deux (2001-2002) en langage juridique et technique applicable aux modalités. L'article 14 de la Déclaration de Doha prévoit que les modalités de négociations doivent être établies au plus tard le 31 mars 2003.

Le texte complet de la proposition américaine peut être consulté à : <http://www.fas.usda.gov/itp/wto/proposal.htm>.

Accord Sur Les Textiles Et Les Vêtements: Les Pays En Développement Dénoncent La Lenteur Dans La Mise En Oeuvre

Réunis au sein du Conseil général le 31 juillet dernier, les pays en développement exportateurs de produits textiles ont dénoncé l'absence d'accords leur permettant d'avoir facilement accès aux marchés des pays riches, comme l'avait demandé la conférence ministérielle à Doha en novembre 2001.

N'ayant pas obtenu un consensus sur cette question à Doha, les ministres avaient donné mandat au Conseil du commerce des marchandises d'examiner deux propositions visant à accélérer l'ouverture des contingents réservés aux petits fournisseurs des pays en développement et à les calculer de manière favorable, pour ensuite formuler des recommandations au Conseil général

" en vue d'une action appropriée " au plus tard le 31 juillet.

Aux termes de ces deux propositions, compilées dans les paragraphes 4.4 et 4.5 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, les ministres avaient suggéré,

a) que " lorsqu'ils calculeront les niveaux des contingents ouverts aux petits fournisseurs pour les dernières années de l'Accord, les membres appliqueront la méthodologie la plus favorable disponible en ce qui concerne ces membres au titre des dispositions relatives à la majoration du coefficient de croissance dès le début de la période de mise en œuvre; accorderont le même traitement aux pays les moins avancés; et, lorsque cela est possible, élimineront les restrictions contingentaires à l'importation pour ce qui est de ces membres "

b) qu'ils " ...calculeront les niveaux des contingents pour les dernières années de l'Accord en ce qui concerne les autres membres soumis à des limitations comme si la mise en œuvre de la disposition relative à la majoration du coefficient de croissance pour l'étape 3 avait été avancée au 1er janvier 2000 ".

Les membres exportateurs principalement concernés (Inde, Chine, Hong Kong, Brésil, Thaïlande, Indonésie, Pakistan et Bangladesh entre autres), ont exprimé explicitement devant le Conseil général leur mécontentement face à ce qu'ils appellent le " manque de souplesse " des pays développés, estimant que des " puissants lobbies " textiles contrôlent le secteur et pèsent sur leurs politiques commerciales.

Pour la Chine, cet échec est difficilement conciliable avec les engagements auxquels ces pays ont souscrit à Doha et va donc inévitablement affecter l'enthousiasme des membres dans la suite du cycle de négociations en cours. Tout comme la Chine, l'Inde, un des principaux demandeurs d'un accord sur le textile, à cause de son immense secteur qui emploie des dizaines de millions de travailleurs, a déploré le fait que l'accent mis sur le développement par une facilitation de l'accès aux marchés pour les pays en développement n'ait pas

été respecté. Ces positions ont été partagées par le Brésil, le Bangladesh et d'autres pays en développement.

Les Etats Unis et l'UE, principaux membres visés par les critiques des pays en développement, les ont naturellement repoussé arguant que l'absence de mise en œuvre de l'Accord sur le textile et les vêtements n'est qu'une exception qui est susceptible d'être corrigée facilement. D'autre part, ils ont fait remarquer que des concessions de leur part envers certains pays en développement étaient peu justifiables dans la mesure où ces pays n'avaient eux-mêmes ouvert leur marchés des textiles que très partiellement.

Pourtant, une semaine avant cette réunion du Conseil général et ce débat sur l'ATV, l'OMC avait estimé que les taxes sur les textiles et les vêtements importés dans l'Union, étaient " bien au dessus de la moyenne ". Ce rapport a été communiqué dans le cadre de l'examen régulier de la politique commerciale de l'UE le 26 juillet. L'OMC a rappelé également que l'UE a maintenu pendant longtemps des " restrictions sur les importations de textiles et de vêtements venant des pays en développement et des pays en transition ", et que celles-ci doivent être éliminées d'ici à la fin 2004.

L'Accord sur les textiles et les vêtements est entré en vigueur en 1995 et doit être appliqué dans son intégralité en 2005, avec notamment la levée de tous les contingents.

SUR LE FIL

Accords De Pêche Sénégal/UE : Le Protocole Renouvelé Pour Quatre Ans

Après le neuvième round du processus de négociation des accords de pêche, le Sénégal et l'Union européenne (UE) ont obtenu un accord, le 25 juin dernier à Dakar, pour le renouvellement pour quatre ans de leur protocole de pêche. Au titre de ce nouvel accord de quatre ans (1er juillet 2002

au 30 juillet 2006), le Sénégal devrait recevoir au total environ 42 milliards de Fcfa, soit 10 milliards de plus que dans le dernier protocole (1997-2001) arrivé à expiration au mois d'avril 2001 et prolongé plusieurs fois jusqu'en décembre de la même année. Les négociations avaient notamment buté sur le montant de la compensation financière et sur les mesures de sauvegarde et de préservation des stocks d'espèces rares ou essentielles à l'alimentation nationale.

Comparée au dernier protocole, la contrepartie financière est passée à 41.981.248.000 F CFA contre 31.485.936.000 F CFA. Pour les quantités de poissons à capturer, les tonnages sont réduits de 2131 tonnes de jauge brute (TJB) à 1500 TJB pour la pêche démersale côtière, et de 7869 TJB à 6500 TJB pour la pêche démersale en eaux profondes. Le nombre de thoniers canneurs de l'UE a quant à lui augmenté passant de 12 à 16 navires. Pour les palangriers de surface, le nombre n'a pas varié tandis que les 22 licences accordées aux chalutiers pélagiques dans l'accord précédent ont été supprimées. Par cette suppression des licences de pêches de la sardinelle, le Sénégal tente de préserver une des espèces les plus importantes pour l'alimentation de ses populations les plus démunies. Celles accordées aux Européens dans le dernier protocole avaient été à l'origine d'une levée de boucliers de la part du Collectif national des pêcheurs du Sénégal (CNPS) et d'une partie des pêcheurs membres de la Fédération nationale des Gie de pêche du Sénégal (Fenagie-pêche).

La pêche contribue pour plus de 30% aux recettes d'exportation du Sénégal et procure du travail à plus de 600.000 personnes, directement ou indirectement. Avec ce nouvel accord, le Sénégal va certainement reprendre sa place de premier partenaire européen dans le secteur de la pêche.

Sources : « Signature de l'accord de pêche » AllAfrica 26-06-02 * « l'accords de pêche Sénégal-UE renouvelé » AFP 26-06-02

Sommet Du G8: Un Plan D'Action Pour L'Afrique

Le G8 a tenu sa promesse. Le rendez-vous de Kananaskis annoncé en grandes pompes depuis plusieurs mois entre les dirigeants des sept pays les plus riches du globe plus la Russie et quelques représentants africains a bien eu lieu du 26 au 28 juin 2002 dans le village de Kananaskis, au pied des rocheuses canadiennes. Après avoir consacré les travaux de la deuxième journée aux problèmes de l'Afrique et à la nature de l'aide à lui apporter, les dirigeants du G8 ont adopté un plan d'action pour l'Afrique qui, curieusement, rappelle à s'y méprendre, les promesses compilées dans la déclaration du millénium de 2000 et plus récemment dans le « consensus de Monterrey ».

A travers ce plan d'action, les dirigeants du G8 expriment leur détermination à susciter une action internationale énergique pour rassembler les ressources et l'expertise voulues aux fins de donner une impulsion au NEPAD. Ce programme de mobilisation des ressources en faveur de l'Afrique s'articule autour de quatre initiatives fondamentales :

- Consacrer à l'Afrique au moins 50% des 12 milliards de dollars US par an en aide publique au développement supplémentaire promise à Monterrey, soit au moins 6 milliards de dollars supplémentaires de nouvelles ressources.
- Augmenter l'utilisation des subventions plutôt que les prêts pour les pays les plus pauvres et très vulnérables, et verser un milliard de dollars supplémentaire afin de combler le déficit prévu de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).
- S'efforcer d'instaurer, pour tous les produits en provenance des pays les moins avancés, y compris les PMA africains, l'accès en franchise et hors contingent.
- S'efforcer d'améliorer l'accès aux marchés, conformément aux exigences de l'OMC, pour les zones de libre-échange ou les unions douanières africaines.

Comme l'ont pouvait s'y attendre, les promesses de soutien à l'initiative africaine du NEPAD sont assorties d'incitations et d'appels au libre-échange et à l'ouverture des marchés. Le rappel de l'attachement du G8 au programme de développement de Doha et à la totale mise en œuvre du programme de travail de l'OMC réitère que c'est le commerce, plutôt que l'aide, qui peut donner un coup d'accélérateur aux efforts des pays africains pour s'insérer dans l'économie mondiale. Les engagements renouvelés à cet effet concernent d'une part la réduction graduelle de toutes les subventions à l'exportation et des aides nationales qui faussent l'équilibre des échanges, et d'autre part de veiller à ce que les normes de produits nationales ne limitent pas inutilement les exportations africaines. Le G8 obtient en contrepartie de ses promesses, l'engagement explicite des pays africains pour une meilleure gestion de leur affaires publiques, la lutte contre la corruption et la levée des barrières commerciales et juridico-administratives qui entravent l'investissement et la libre circulation des biens en provenance des pays industrialisés. «Le plan d'action est un partenariat. S'ils ne remplissent pas leur part, l'argent ne viendra pas» a affirmé le Premier ministre canadien Jean Chrétien, président en exercice du G8.

Auprès des dirigeants africains présents à Kananaskis, la satisfaction était de mise, même si l'optimisme était des plus mesurés, à l'image du président nigérian Olusogun Obasanjo. «Nous ne sommes pas à Kananaskis pour attendre une manne magique de nos amis du G8. Notre principale attente est celle d'un soutien dans la durée. Nous savons et acceptons pleinement que la responsabilité première d'améliorer le sort de l'Afrique incombe aux africains.» a-t-il souligné.

Pour le Sénégalais Abdoulaye Wade, le G8 n'avait pas à prendre des engagements financiers. «Lorsqu'ils nous disent qu'ils vont nous aider, je le crois, nous avons toutes les raisons de croire que quelque chose va changer.» a-t-il déclaré. Le Sud africain Thabo Mbeki a souligné pour sa part que l'absence d'engagement financier n'est pas surprenante. «Ce qui va maintenant arriver, dit-il,

c'est que nous allons nous asseoir et entrer dans les détails des engagements et voir quelles sont les initiatives pratiques que nous pouvons prendre. C'est dans ce contexte qu'un calendrier et des volumes de ressources spécifiques seront déterminés».

Alors que les dirigeants africains se félicitaient des promesses faites par leurs partenaires européens, quelques-unes des Organisations Non Gouvernementales présentes à Kananaskis sont montées au créneau pour exprimer leur déception causée par le manque d'engagement financier du G8. Dans une déclaration publiée à l'issu du sommet, l'ONG Action Aid a affirmé que «la déclaration du G8 est un triomphe pour les pays sceptiques comme les Etats-Unis qui résistent à toute mise en commun de l'aide et préfèrent choisir des formes plus unilatérales de soutien pour l'éducation et la santé». Sur la question de l'éducation, Action Aid et Oxfam international attendaient des engagements précis en faveur du Plan «Education pour tous» présenté par la Banque mondiale et auquel Oxfam s'est étroitement associé. Ce plan vise à permettre à plus de 125 millions d'enfants dans les pays pauvres de recevoir une éducation primaire au moins. Son coût annuel est estimé à 4 à 5 milliards de dollars et la Banque mondiale a déjà présenté une liste de 18 pays éligible à un programme.

Au moment où les «grands de ce monde» se rencontraient au Canada, environ 200 représentants de mouvements sociaux et d'Organisations Non Gouvernementales de la sous région ouest africaine et d'Europe se sont retrouvées à Siby, un village malien situé à 52 Km de Bamako. Cette rencontre nommée «sommet des pauvres», en réplique au G8 qui se tenait au même moment, avait pour objectif d'étudier le lancinant problème de la dette africaine et de demander son annulation pure et simple.

Sources : «Plan d'action pour l'Afrique du G8». <http://www.g8.gc.ca> «Le G8 adopte un plan d'action pour l'Afrique qui n'apporte rien de neuf». AFP 27-06-02 «Plan d'action du G8 : nouvelles

clés, mêmes accords et mêmes notes ». AllAfrica
04-07-02

**OMPI : Les Membres Du Comité
Intergouvernemental Divisés A La
Réunion Sur La Propriété Intellectuelle,
Les Ressources Génétiques Et Les
Savoirs Traditionnels**

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a tenu sa troisième réunion du 13 au 21 juin dernier à Genève. Lors de cette importante rencontre du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle, des ressources génétiques, des connaissances traditionnelles et du folklore, les membres se sont penchés d'une part, sur les possibilités de mise en place d'un système juridique international pour la protection des connaissances traditionnelles, et d'autre part sur les conditions de divulgation des renseignements sur les pays d'origines des ressources génétiques et les connaissances traditionnelles qui sont associés aux demandes de brevets. Les discussions ont porté, en outre sur la pertinence des droits de propriété intellectuelle existants, en particulier les indications géographiques, pour protéger les connaissances traditionnelles et le folklore.

**Quel système juridique pour protéger les
connaissances traditionnelles ?**

Les délégués ont poursuivi les discussions sur des normes juridiques possibles pour la protection des connaissances traditionnelles. Des divergences sont apparues concernant la nécessité, la portée et la nature d'un instrument juridique de protection. Certaines délégations, notamment les Etats-Unis, la Norvège et la Nouvelle Zélande, ont estimé qu'un système sui generis international juridiquement contraignant pour la protection des connaissances traditionnelles était prématuré ou même inutile. Par contre, de nombreux pays latino-américains, le Groupe africain ont appuyé l'idée d'un traité international et considéré que ceci était une priorité pressante. Leur position complète des propositions connexes en vue d'un traité juridiquement

contraignant sur l'accès et/ou le partage des avantages liés aux ressources génétiques, propositions présentées très récemment lors de la Sixième Conférence des Parties (COP6) de la CDB, tenue du 8 au 19 avril dernier (Convention sur la diversité biologique) et lors de la Quatrième Réunion préparatoire pour le Sommet mondial sur le développement durable, tenue du 27 mai au 7 juin à Bali, en Indonésie.

Concernant la portée de la protection, si certains pays en développement ont appuyé l'idée d'un accord qui couvrirait à la fois les connaissances traditionnelles et le folklore (par exemple, Iran et Organisation de l'unité africaine), d'autres ont estimé qu'il serait préférable de les garder séparés, avec peut-être les connaissances traditionnelles limitées aux connaissances associées aux ressources génétiques. Néanmoins, les pays en développement appuyant l'approche unifiée ont eu tendance à être d'accord avec ceux qui sont favorables à la séparation entre les connaissances traditionnelles et le folklore sur le fait que la portée de la protection devrait refléter la nature holistique de ces concepts. Le Canada et la Chambre internationale de commerce ont fait part de leur désaccord, soutenant que ceci entraînerait des difficultés pratiques.

**La gestion des informations relatives à l'origine des
ressources génétiques**

Les délégués ont en outre débattu du point de savoir s'il fallait, et comment, incorporer une prescription concernant la divulgation de l'origine des ressources génétiques et/ou des connaissances traditionnelles qui y sont associés, dans les demandes de brevet. Cette question litigieuse avait été soulevée antérieurement à la Conférence des Parties-6 de la CDB, durant laquelle les délégués avaient convenu d'inclure les prescriptions en matière de divulgation comme mesure de mise en conformité possible, dans les Directives de Bonn, et avait fait l'objet de délibérations au Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC. Lors de la réunion, les Etats-Unis ont spécifié qu'une telle prescription serait incompatible avec l'Accord sur les ADPIC car elle ajoutait une autre condition

de fond à la brevetabilité en plus de celles déjà prévues. Des pays tels que l'Inde et le Brésil ont spécifié à maintes reprises qu'une telle mesure était nécessaire pour que les brevets viennent en appui à la CDB. Ces pays soutiennent que la divulgation obligatoire de l'origine aurait cet effet en empêchant que les droits monopolistiques privés ne s'étendent à des ressources génétiques acquises de manière illicite. Le monde des affaires a toutefois tendance à considérer que la mise en conformité pourrait être très difficile, dans certains cas, pour les entreprises.

Indications géographiques : un outil pour la protection des connaissances traditionnelles ?

Des débats ont également eu lieu sur la pertinence de la protection par les droits de propriété intellectuelle en vigueur pour les connaissances traditionnelles et le folklore. Le Groupe asiatique a suggéré que l'OMPI examine les moyens pratiques de protéger les expressions du folklore à travers des DPI tels que les droits d'auteur, les dessins industriels, la certification, les marques collectives et les indications géographiques. Le Brésil a toutefois fait part de son scepticisme à propos d'un passage dans une des communications du Secrétariat (WIPO/GRTKF/IC/3/7) qui retenait les indications géographiques comme un DPI approprié pour protéger les connaissances traditionnelles. Le Mexique a prudemment convenu que les indications géographiques en avaient la capacité, mais a été d'accord avec le Brésil sur le fait que ces indications ne pouvaient mettre un terme au biopiratage. L'Organisation africaine de la propriété intellectuelle a affirmé que les indications géographiques pourraient être utiles pour des expressions du folklore ou pour des produits agricoles, mais a partagé les réserves du Brésil sur leur pertinence pour les connaissances traditionnelles.

Les indications géographiques telles que définies par l'Accord de l'OMS sur les ADPIC sont des identifications du pays ou de la région où la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques d'un produit peuvent être essentiellement attribuées à la région géographique. Certains estiment qu'en donnant une valeur aux ressources

biologiques, les indications géographiques peuvent fournir une incitation à la préservation des variétés naturelles, de l'environnement dans lequel les ressources respectives poussent, et des connaissances traditionnelles qui y sont associées. Une réunion du Comité de l'OMPI est prévue pour la quatrième fois en décembre 2002, réunion au cours de laquelle les délibérations sur ces sujets se poursuivront.

Règlement Des Différends : Les Pays Africains Producteurs De Coton Envisagent De Saisir L'Organe De Règlement Des Différends De L'OMC

Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre envisagent de saisir l'organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour protéger leur filière coton. Réunis pour une concertation sur le coton, les ministres de l'agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC) ont adopté, mercredi 26 juin, un mémorandum de six pages élaborant une stratégie commune pour faire face à la concurrence des producteurs occidentaux.

Selon le mémorandum (disponible sur internet <http://www.cmaoc.org/>), « Les pays africains ont la particularité d'exporter près de 95 % de leur production, alors que la moyenne des exportations pour les grands producteurs n'est que de 30 %. Les subventions pratiquées dans les pays de l'OCDE contribuent à la chute des cours mondiaux et aux déséquilibres des filières coton en Afrique. Ces subventions sont en contradiction avec les règles de l'OMC. Les Ministres de l'agriculture recommandent la mise en place d'une coalition des pays producteurs AOC pour défendre leurs intérêts au sein des Institutions chargées de la régulation du commerce international, de l'arbitrage et du règlement des différends ». Toujours selon ce document, le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales de Côte d'Ivoire, entreprendra, en liaison avec l'UEMOA, la CEDEAO, et la CEMAC, la préparation d'un dossier à introduire auprès de l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC, et pour les

négociations bilatérales avec l'Union européenne et les Etats-Unis sur le dossier des subventions de la filière coton.

La CMA/AOC regroupe vingt pays d'Afrique de l'Ouest : la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie et le Cap-Vert, la Guinée Bissau, la Guinée-Équatoriale, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali, la Guinée, le Niger, le Togo, le Bénin, le Nigeria, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo, le Cameroun, la Sierra Leone et le Liberia – ces deux Etats étant en cours d'adhésion.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

2 - 4 septembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale.

10-11 septembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différents

12 – 13 septembre, OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés.

16 septembre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale

17 – 20 septembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session ordinaire et session spéciale

25 – 27 septembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

Evènement d'ailleurs

26 août – 4 septembre, Johannesburg, Afrique du Sud, Sommet mondial sur le développement durable : Rio +10. Contact : Andrei Vasilyev, UN/DESA, Tél : (1-212) 963 – 59 49

Internet : <http://www.johannesburgsummit.org>

23 septembre, Bruxelles, Belgique, Comité ministériel commercial ACP : pré-négociation des APE. Pour plus d'informations : <http://www.acpsec.org>

27 septembre, Bruxelles, Belgique, ouverture des négociations ACP/UE sur les Accords de partenariat économique. Pour plus d'informations :

<http://www.acpsec.org>

23 septembre – 1er octobre, OMPI, Genève, Suisse, assemblée générale des pays membres de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle

(OMPI), contact : OMPI, Tél. (+41 22) 338 91 11, Fax. (+41 22) 733 54 28), E mail :

wipo.mail@wipo.org, Internet: <http://www.wipo.org>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

PRESERVER LA DIVERSITE BIOLOGIQUE : METTRE LES MARCHES AU SERVICE DE LA CONSERVATION ET DE L'UTILISATION DURABLE DE LA BIODIVERSITE, avril 2002, 180 pages. Le déclin de la biodiversité se poursuit à un rythme alarmant. Il est urgent de prendre des mesures afin

d'enrayer cette tendance et d'assurer l'utilisation durable et la conservation de la diversité biologique. Cette publication définit un cadre conceptuel destiné à aider les utilisateurs à identifier et à utiliser les marchés de produits et services issus de la biodiversité qui sont susceptibles de favoriser la préservation et l'utilisation durable de celle-ci.

LE DEVELOPPEMENT DURABLE : LES GRANDES QUESTIONS, juillet 2001, 566 pages. Cet ouvrage présente une analyse approfondie des politiques conçues pour répondre aux principales menaces qui pèsent sur la durabilité dans les domaines du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles.

OMC, LE POUVOIR INVISIBLE, Agnès Bertrand et Laurence Kalafatides, Fayard, Février 2002, 321 pages. Comment fonctionne l'OMC ? d'où tire-t-elle sa légitimité ? comment a-t-elle accédé à un tel pouvoir ? qui négocie quoi, au nom de qui ? Retraçant sa genèse depuis les origines du GATT, en passant notamment par l'Uruguay round, les auteurs nous guident dans les dédales des négociations secrètes qui ont porté l'OMC sur les fonds baptismaux.

L'INTEGRATION DE LA TUNISIE DANS L'ECONOMIE MONDIALE : OPPORTUNITES ET DEFIS, juin 2002, 40 pages, CNUCED. La Tunisie a réalisé ces dernières années des performances économiques notables dans le domaine de la croissance économique et le développement humain. Ces bons résultats ont facilité son insertion progressive dans l'économie mondiale par une augmentation substantielle de ses exportations qui ont été estimées à 5,1% par an de 1990 à 2002. Cette situation a engendré une croissance rapide de son PIB à hauteur de 4,6%, conjuguée avec une diminution également significative de la croissance de la population. Les performances de la Tunisie sont cependant tempérées par son mauvais classement en terme d'Indice du développement humain (102ème sur 174), à cause du fort taux d'analphabétisme de ses adultes.

LE COMMERCE DURABLE : VERS DE PLUS JUSTES PRATIQUES COMMERCIALES ENTRE LE NORD ET LE SUD. Sous la direction de Claude Auroi et de Catherine Schumperli Younossian, IUED, Genève, 2001, 352 pages. La notion de commerce durable se présente comme un paradigme englobant plusieurs tentatives de donner au commerce mondial un visage plus humain. Les expériences relatées dans ce livre par une vingtaine d'auteurs présentent le rôle concret des acteurs de cette vaste entreprise de moralisation du commerce. Sont analysés les comportements et la responsabilité des producteurs du sud et des entreprises privées et importateurs du Nord, ainsi que les ONG, et les Organisations internationales etc.

En Anglais

IMPLICATIONS OF THE DOHA DECLARATION ON THE TRIPS AGREEMENT AND PUBLIC HEALTH. Organisation Mondiale de la Santé, juin 2002, par Carlos M. Correa. Pour plus d'informations, contacter OMS, 20 Avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse tél: (41- 22) 791 2476; fax: 791 4857; email: bookorders@who.int; Ce document est aussi disponible sur <http://www.who.int/medicines/library/par/who-edm-par-2002-3/doha-implications.doc>.

AMENDED PATENTS ACTS AND ACCESS TO MEDICINES AFTER DOHA, in **ECONOMIC AND POLITICAL WEEKLY**, Vol. 37, 15 juin 2002. Par Dr Philippe Cullet. Centre international de recherches sur le droit de l'environnement. Pour plus d'informations visiter : <http://www.ielrc.org/#publications>.

DEVELOPMENT, TRADE AND THE WTO: A HANDBOOK. 26 juin 2002, Banque Mondiale, Editée par Bernard M. Hoekman, Philip English et Aaditya Matto. contact: Damian Milverton, tél: (1-202) 473 6735; email: dmilverton@worldbank.org; Internet: http://publications.worldbank.org/ecommerce/catalog/product?item_id=432836.

**THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES
REPORT 2002: ESCAPING THE POVERTY
TRAP.**, juin 2002, United Nations publication,
[UNCTAD](#), Geneva.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site Internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDCS)